

WEBINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2020

Les impacts de la pandémie : réflexion pour un plan de relance stratégique pour la poursuite des projets.

Animation : Myriam Thériault, OVSS

MISE EN CONTEXTE

Au printemps 2020, l'OVSS a réalisé une mise en situation sur les premiers impacts de la pandémie concernant la capacité des territoires à se concerter et à maintenir une action collective considérant les bouleversements.

Il s'agit d'une deuxième phase pour vérifier au niveau des démarches réalisées auprès des différents acteurs selon les différents paliers comme les Tables de quartiers, les démarches de DS, les Tables sur les Alliances, les IRC, les acteurs de l'économie sociale, les acteurs municipaux, les acteurs de la transition écologique, les organisateurs (trices) communautaires et les acteurs nationaux. La particularité de l'OVSS est de produire des résultats rapidement pour que les acteurs sur le terrain puissent s'adapter à la situation avant qu'elle ne soit terminée.

Il s'agit de poursuivre la discussion afin de savoir comment ça se passe quant à l'action concertée et du développement du territoire. Et parler un peu de la sortie de crise, comment on anticipe à quoi va ressembler la sortie de crise sur le développement des communautés comment ça se passe au niveau de l'action collective dans le développement des communautés au moment de l'atténuation de la crise? Comment seront les programmes, à quoi peut-on d'attendre des programmes, des structures de soutien, de la perception de l'action collective, de l'état du développement des communautés et des individus.

Les échanges porteront sur 4 thèmes de discussion :

1. La mobilisation et la concertation
2. La relation entre les acteurs;
3. Les mécanismes de communication;
4. Les orientations et les plans d'action;

Lien avec le comité consultatif de lutte contre la pauvreté : le ministre Boulet du MTESS a demandé d'écrire un rapport sur les impacts de la pandémie sur les personnes les plus vulnérables et sur les organismes communautaires. Monique a demandé d'y ajouter les impacts de la Covid sur les tables intersectorielles de tous les paliers. Ce qui a été accepté. Elle a mis Myriam en lien avec le coordonnateur du comité pour pouvoir lui partager les résultats de cette collecte de données.

Les impacts de la pandémie : réflexion pour un plan de relance stratégique pour la poursuite des projets.

LA MOBILISATION ET LA CONCERTATION

Suite au retour des vacances de l'été et aux nombreux changements, quels sont vos constats concernant vos territoires en termes de capacité des acteurs à participer aux espaces de mobilisation et de concertation?

Laval : Il y a eu une mobilisation Covid qui a été mise en place dès la première vague et ils ont été approché par les Fondations philanthropiques du Canada pendant l'été pour développer un plan d'action en lien à la deuxième vague. Ils se sont organisés et en septembre-octobre, le plan était fait. Nous avons constaté une faiblesse lors de la première vague même si la concertation était surtout constituée avec des partenaires régionaux et non locaux. Avec la 2^e vague, on a mis en place des cellules de crise par secteur, on a divisé la Ville en six secteurs où il y a eu des rencontres à toutes les semaines avec les partenaires régionaux et les coordonnateurs de concertations locales. Ce qui permettait de connaître les enjeux tout en constatant que la mobilisation est très bonne.

Par contre, pour les autres concertations comme celle pour la politique régionale en DS, un grand essoufflement est ressenti avec moins de capacités de développement. On essaie d'adapter les enjeux actuels et de canaliser la mobilisation autour de la pandémie pour réussir à rebondir sur les autres plans d'action et de les adapter. Par exemple, les enjeux comme l'isolement social et la santé mentale font partie des plans d'action régionaux avant la Covid pour lesquels on peut développer une réponse à court et à moyen terme. L'important est de s'attarder aux enjeux actuels sinon les gens ne sont pas mobilisés.

Lanaudière : La mobilisation est excellente pour répondre aux mesures d'urgence comme la sécurité alimentaire où les gens se mobilisent rapidement, mais il est difficile de planifier à long terme comme dans 2,3 ans. Les acteurs ne sont pas disponibles pour cela. Au niveau local, on observe une plus grande participation des élus municipaux et une diminution au niveau de la participation des organismes communautaires qui s'explique par le débordement à répondre aux besoins en sécurité alimentaire. Il est facile de mobiliser pour l'urgence mais plus difficile de mobiliser sur un long terme. L'aide des élus est structurante, car le niveau d'intérêt à répondre aux besoins est élevé et leur engagement est plus fort.

Les OC ont été mis sur les appels de suivi pour la Covid, ce qui cause une certaine crainte pour la mobilisation future car ce sont les OC qui jouent un rôle très important dans la mobilisation des groupes.

Laurentides : La mobilisation locale est très importante, les groupes sont très dynamiques et ont également formé des cellules de crise dans tous les territoires. Concernant la participation des élus municipaux, souvent ce sont les MRC qui ont pris le leadership et initié des cellules de crise et qui ont interpellé les organismes communautaires pour qu'ils se joignent à la réflexion pendant la pandémie. Les MRC se sont liés avec le CISSS et les organismes communautaires mais ce sont les MRC qui convoquaient les réunions, proposer les ODJ, voir à l'organisation, etc. Il y a eu une implication municipale comme on n'avait jamais vu auparavant.

Ce qui est vraiment nouveau et très structurant. Il est à espérer que ces collaborations se poursuivent. Cette prise de conscience des élus va faciliter le financement et permettre de prendre en considération l'importance du filet social que sont les organismes communautaires. La reconnaissance des organismes communautaires dans leur milieu est importante et a pris de l'ampleur.

Concernant la concertation régionale, il y a un essoufflement, car les organismes communautaires sont tellement débordés au niveau local et interpellés à leur palier qu'ils n'ont pas le temps de

participer à des Tables de concertation même si l'intérêt est toujours présent. Le CRDSL veut utiliser l'outil de l'OVSS pour initier une activité spéciale de réflexion autour des enjeux de la Covid parce que ce serait une façon de rapprocher les partenaires au niveau régional en mettant en avant-plan ce qui se passe présentement sur le terrain. Un sondage a été réalisé dont le taux de réponse était de 115 réponses d'organismes sur le territoire. Ce sondage avait un grand nombre de questions qualitatives, ce qui demande du temps pour répondre. Ce qui indique que les organismes ont besoin de s'exprimer là-dessus, faire connaître leurs enjeux, leurs préoccupations. Il existe une grande incertitude quant au financement et à la situation à venir voire une difficulté à se projeter dans les prochains mois et rappelons-le, il y a un sentiment d'essoufflement.

Ile de Montréal : Pour le Forum régional de DS de l'Ile de Montréal, nous avons déjà des concertations locales qui sont à l'œuvre. Nous avons organisé une rencontre avec nos membres, qui sont très variés comme la défense des droits, l'intervention, etc., et les gens sont souvent inconfortables avec l'utilisation du Web. Ce qui est ressorti est la fracture numérique, le fait de s'assurer que tout le monde soit inclus dans l'utilisation du web. Même si on sait que les gens sont fatigués de Zoom, il faut être en mesure d'en parler et de bien l'utiliser pour être efficace. Trouver une manière de faire ce qu'on faisait tout en n'étant pas proche des autres humains.

Il est important d'inciter la concertation des acteurs par l'utilisation des différentes plateformes comme Zoom, Skype et autres pour trouver différentes stratégies dans ce sens.

Bas-St-Laurent : Il y a eu un rapprochement à l'intérieur des cellules de crise dans chacune des 8 MRC et un maillage beaucoup plus présent, ce qui n'était pas nécessairement d'office, entre les élus et les organismes communautaires, ce qui devrait perdurer dans le temps et avoir des répercussions positives pour que les élus reconnaissent davantage la contribution des organismes communautaires au tissu social.

Les élus sont inquiets de l'essoufflement des organismes communautaires. Il y a des stratégies qui sont en train de se réfléchir au niveau régional pour mieux soutenir les organismes communautaires et non seulement ceux en sécurité alimentaire ou en services psychosociaux, puisque les impacts se font ressentir dans tous les organismes communautaires.

En lien aux Alliances pour la solidarité, le fonctionnement n'est pas en appels de projets, mais plutôt en planification concertée et les acteurs ont réussi à se rassembler par des rencontres virtuelles où il y a eu des dépôts de ces planifications concertées. Malgré l'essoufflement, on a réussi à mobiliser autour de certains enjeux qui avaient été collectivement décidés. Mais avec l'essoufflement, il est plus difficile de se projeter sur un plus long terme.

La grande difficulté à l'intérieur de nos planifications concertées est l'apport de la contribution citoyenne qui se voulait être au cœur de nos concertations. L'accessibilité informatique a été un élément contraignant, ce qui a contribué à une diminution de la participation des citoyens aux rencontres virtuelles. Il y a eu quelques citoyens en situation de vulnérabilité qui ont pu participer aux différentes discussions, mais pas selon la cible souhaitée. Une réflexion est en train de se mettre en place pour voir comment on peut mieux soutenir la participation citoyenne dans des concertations dans un contexte à distance, ce qui représente un enjeu important.

Concernant les organismes communautaires, il y aura un portrait qui se réalisera en collaboration avec les CDC, le TROC, les organisateurs communautaires et les Alliances pour connaître quels sont les plus grands enjeux et les pistes de solution qui seront à mettre en

place visant à mieux les soutenir et soutenir la population plus vulnérable. Il y a eu une étude qui a été réalisée au cours de l'été sur les impacts de la pandémie et sur toutes les mesures mises en place spécifiquement pour les personnes plus vulnérables. Il comprend aussi des pistes d'actions pour mieux soutenir la population vulnérable, éviter de créer plus de vulnérabilité et pour briser les inégalités sociales en santé.

Centre-du-Québec : Des cellules de crises ont été formées dans les 5 MRC du Centre-du-Québec chapeautées par les CDC locales et l'implication des MRC. Concernant le CRDS, un chantier en saine alimentation qui existait déjà depuis un an. À cause de la pandémie, nous avons convoqué des représentants de chaque MRC afin de mettre en place une concertation pour s'assurer d'avoir des mesures d'urgence en SA, ce qui a permis de tisser des liens et de nouveaux arrimages qui n'existaient pas avant comme avec Moisson. D'autres chantiers ont également vu le jour comme un chantier sur le logement au plan régional et la réponse a été très bonne. On commence à travailler pour identifier un projet. Il y a également un chantier qui existe concernant la participation citoyenne. Malgré un ralentissement, les gens ont bien répondu et participaient aux rencontres de concertation.

Concernant l'Alliance, l'appel de projets pour le mois d'octobre a été déposé. La réponse a été très favorable et le rythme va bien. Pour l'Alliance, des outils ont été modifiés afin d'inciter les gens à penser comment la pandémie aura un impact dans le déploiement des projets. À cet effet, la documentation a été modifiée pour qu'elle fasse partie intégrante de la démarche de réflexion. Une analyse de projets a également été élaborée pour savoir comment seront effectués les changements.

Question : Selon le contexte de la pandémie, quelle est la vision du développement d'un DS intégré, plus global ? Comment s'actualise-t-elle alors que l'on constate davantage un financement par thématique?

Laval : Le plan d'action de la 2ème vague a permis de concentrer les leviers financiers et de les canaliser vers les enjeux ciblés importants, ce qui est très structurant, alors qu'auparavant le financement était en provenance de partout. Nous visons des projets plus à moyen et long termes. Par exemple, au niveau de l'itinérance, il n'y avait pas de refuge d'urgence d'établi autres que des ressources axées sur la réinsertion pour une itinérance chronique. Avec la Covid, cela a créé un enjeu plus important, on a mis en place un refuge d'urgence. Avec la 2ème vague, on va réfléchir pour un projet pour une période à long terme (1an et plus), un refuge permanent, mais à partir d'un projet pilote.

Des acteurs ont été mobilisés selon une vision plus macro concernant les trajectoires des itinérants et une réflexion sur un continuum de services sera amorcée pour les diriger vers les hébergements communautaires. C'est à partir des enjeux plus criants en lien au plan d'action que les actions en DS ont été développées. Les besoins en lien à la pandémie existaient déjà, mais maintenant on a une super mobilisation avec des grands partenaires financiers et institutionnels comme le CISSS. On a un bon Momentum pour essayer d'agir. Lorsque la pandémie sera terminée, il va s'agir de réfléchir davantage en fonction du moyen terme, car on va risquer de perdre de la mobilisation. Ce sera à réfléchir.

Lanaudière : Le logement social est un bon exemple parce que même si c'est sectoriel, il y a beaucoup d'acteurs intersectoriels qui s'en préoccupent. Concernant l'intersectoriel pour les deux fonds de la FLUAC qu'on avait sur le territoire, on a été présent pour s'assurer d'avoir une vue d'ensemble considérant que la Table des préfets était présente en tant partenaires financiers. Cette crise du Covid affecte tant le social, l'économique que le politique, cette vision globale est nécessaire et très présente. Même s'il existe un travail sectoriel selon certains enjeux, quelques territoires travaillent à partir du référencement, le lien entre les organismes pour répondre aux besoins et faciliter la coordination. Même si les réponses sont en fonction des besoins criants comme en sécurité alimentaire, les cellules d'urgence et autres, cette vision globale est nécessaire, car ce sont les Tables de concertation intersectorielle qui permettent de ne pas mettre de l'avant des projets très sectoriels qui négligeraient les impacts de la pandémie pour le reste du développement du territoire.

Bas-St-Laurent : Il y a un Momentum pour en parler plus que jamais d'avoir une vision globale du DS sur les territoires. Profiter du fait que les élus sont dans de bonnes dispositions pour parler des enjeux sociaux de façon transversale et de sortir du dédoublement et d'ajouter les leviers financiers dans une perspective globale du développement plutôt que selon une vision sectorielle.

Question : On constate qu'il y a comme une réaction en chaîne où les organismes communautaires sont beaucoup dans la réponse à la population et que les concertations locales sont en soutien aux organismes communautaires. Comment percevez-vous votre rôle au niveau régional et comment vous situez-vous dans cette dynamique face à la crise et aussi de façon générale ?

Laval : Notre rôle au niveau régional est de faire l'arrimage entre les besoins exprimés et sur quoi les gens se mobilisent au niveau des enjeux et de s'assurer à ce que les leviers financiers puissent répondre adéquatement et pour que les partenaires répondent. S'il s'agit de répondre aux enjeux de transport, les discussions seront effectuées avec la STL, la Coop Taxi. Ces nouveaux défis amènent de nouveaux enjeux qui n'étaient pas présents avant la pandémie. L'importance est de s'assurer d'une cohérence et d'un système de communication efficace pour que l'ensemble des investissements soient logiques avec les enjeux exprimés.

Lanaudière : Les acteurs sont tellement débordés pour répondre aux urgences qu'ils n'ont pas le temps de connaître ce qui se passe ailleurs. Le rôle au régional est d'alimenter les territoires pour les informer et les alimenter sur ce qui se passe dans les autres MRC dont le but est d'éviter de travailler en double tout en s'inspirant des meilleures pratiques. Le rôle du régional est de réussir à avoir un détachement face aux mesures d'urgence pour réussir à appuyer le local pouvant ainsi mieux jouer son propre rôle.

Ile de Montréal : Il y a tellement d'informations qui circulent qu'il faut réussir à canaliser les informations les plus pertinentes pour pouvoir les transmettre aux différentes tables de concertation. Partager aussi les bonnes pratiques. La formation pour la création de contenu peut être facilitante pour outiller les différentes équipes pour la poursuite des actions. Lors des échanges, un besoin de bienveillance et un besoin de débats sont ressortis dans le sens d'apprendre à se parler de façon bienveillante pour se connecter avec l'humain qui est derrière les fonctions. La création des liens est importante surtout entre des gens qui ne se parlent pas habituellement.

LA RELATION ENTRE LES ACTEURS

Comment, sur vos territoires, la pandémie a affecté certains types d'acteurs en particulier ? Est-ce qu'il y a de nouvelles relations qui ont été créées ? Est-ce qu'il y en a qui sont mises à mal ?

Laurentides : De nouvelles collaborations se sont développées pendant la pandémie et les organismes communautaires ont davantage collaboré. Il y a eu des échanges pour de bons procédés au niveau des ressources matérielles et humaines ainsi que du support et du soutien entre les membres, ce qui a aidé à passer au travers de la crise.

Il y a eu un partage des bonnes pratiques qui a permis de se donner des moyens pour répondre à certaines problématiques rencontrées et des solutions qui ont été expérimentées. Ce qui facilite la collaboration entre les organismes alors que chacun avait tendance à travailler en silo. Il existe une cohésion entre les organismes et un sentiment de reconnaissance par les élus municipaux. Le rôle des organismes communautaires face à la société est davantage pris en considération et reconnu.

Par ailleurs en lien avec la réussite éducative, les liens avec les centres de services scolaires sont très difficiles à établir. Les organismes communautaires disent avoir les ressources et les services qui leur permettent de supporter les CSSS qui toutefois ne sont pas rejoignables, en raison des besoins de gestion liés à la pandémie.

Lanaudière : Au niveau régional, il n'y a pas autant de nouvelles collaborations, car elles étaient déjà présentes. Pour les institutions scolaires et les centres de services, le constat est qu'il existe toujours une difficulté quant à la mobilisation. La mesure en sécurité alimentaire (15-012) qui consiste à recevoir de l'aide alimentaire devait poursuivre les services malgré la fermeture des écoles. Beaucoup d'écoles se sont tournés vers les organismes communautaires pour pouvoir obtenir du support.

À titre d'exemple, une école avait fait appel au Club des petits déjeuners, alors qu'il y avait déjà un organisme communautaire qui offrait de l'aide alimentaire dans cette école. Ce qui crée des enjeux. Le débordement fait en sorte que le milieu scolaire ne voit pas nécessairement toute l'aide disponible qui peut s'offrir. Les mesures d'urgence sont également un bon exemple, car aucune école ne savait qu'il était possible de faire une demande dans ce sens. Le TPDSL avait pris l'initiative d'entrer en contact avec les écoles afin de leur rappeler qu'il était possible d'avoir de l'aide pour les mesures d'urgence avec le support des partenaires.

Nous avons une cellule de crise en sécurité alimentaire avec une mobilisation très forte autour de cet enjeu, ce qui a permis de répondre très rapidement et efficacement, à faire un sondage auprès des organismes pour vérifier leurs besoins, accélérer des projets d'entreposage et transformation alimentaire. Nous sommes aussi aller chercher d'autres partenaires. En ce qui concerne le bénévolat, le TPDSL a fait un sondage auprès des organismes en matière de besoins de bénévoles formés et spécialisés. Certains organismes fermés en raison de la pandémie partagent des ressources humaines qui pouvaient contribuer à aider sur place, ce qui a permis d'obtenir un bénévolat avec déjà une expertise.

Centre-du-Québec : Un projet est en construction qui consiste à mettre en place une gouvernance concernant tout le secteur de la SA selon la pyramide sur le plan régional. Suite à des réunions et à une communauté de pratique, il a été question d'outiller tous les agents de développement visant à les alimenter au niveau des compétences et des connaissances.

Ces compétences ont pour objectif également de les outiller pour qu'ils puissent bien accompagner les organismes communautaires qui veulent développer des initiatives en SA. Il était important de s'assurer de l'appropriation du concept de SA qui n'est pas connu dans certains milieux, car il existe une confusion entre l'aide alimentaire et la sécurité alimentaire. Il y a un projet qui se réalise en collaboration avec le TIR-SHV et le CIUSSS qui sera de mettre de l'avant une communauté de pratique dans le but de déposer un projet régional auprès de l'Alliance. Le type de projet sera à déterminer en concertation avec les acteurs du milieu. Cette démarche a débuté depuis 2019.

Une cellule de crise a également été mise en place qui comprend tous les représentants des CDC, des MRC, des organismes communautaires pour pallier la pandémie pour que chaque territoire puisse voir s'il pouvait y avoir des arrimages entre eux. Cette cellule est parallèle et complémentaire au chantier en sécurité alimentaire. Elle a permis de mettre en contact Moisson avec les MRC qui n'avaient pas vraiment de contacts bien établis. Dans les réunions des comités locaux, on a vu que le manque de bénévoles est un enjeu important de la Covid, de même que l'impact financier. À titre d'exemple, il manque de bénévoles pour la préparation des paniers de Noël. Selon les critères demandés des leviers financiers, il est difficile de faire une demande financière, ce qui ne permet pas de combler le manque de main-d'œuvre.

Bas-St-Laurent : La solidarité entre les organismes a été présente tout au long de la pandémie mais à divers degrés selon les territoires. Certains étaient plus dans un mode de survie alors que d'autres étaient davantage dans un mode de solidarité. On voit présentement une surcharge particulièrement pour les organismes qui avaient des activités de groupe qui ne sont plus possibles dans un même local selon les mesures sanitaires. Il faut multiplier les interventions de type individuel. Cela exigeait davantage de personnel, ce qui a permis de voir naître des ressources partagées pour tenter de répondre à cette surcharge de travail et pour avoir une ressource qui pouvait répondre de façon structurante aux besoins de plusieurs organismes dans le milieu.

Outaouais : Ce qui a été constaté a été un dédoublement des actions. Beaucoup d'actions similaires se font dans beaucoup d'endroits, l'esprit de concertation s'est un peu perdu parce que tout le monde est en mode survie.

LES MÉCANISMES DE COMMUNICATION

L'après-COVID : Au niveau de la communication quelles sont les stratégies prévues pour maintenir les canaux d'informations, la circulation de l'information et la communication avec les acteurs du territoire et quels sont les défis particuliers ?

Lanaudière : Nous avons conçu un tableau identifiant les multiples mesures d'aide tant au niveau fédéral, provincial que régional, qui a été distribué aux partenaires, ce qui a été efficace, considérant que l'information arrivait tellement de partout qu'il devenait difficile de savoir où aller la chercher. On a tenté d'arrimer les fonds d'urgence et de réunir les bailleurs de fonds afin de pouvoir discuter et éviter le dédoublement. Chaque semaine, des

informations circulaient avec des mot de soutien et de solidarité visant à encourager solidairement les gens. Donc l'information et les encouragements étaient envoyés à chaque semaine.

Bas-St-Laurent : L'information arrivait également de partout. Il a été entendu d'introduire toutes les informations sur un nouveau site Internet qui regroupait les mesures d'aide financière et des outils. Si un outil porteur était développé dans une MRC, ce dernier était partagé pour alimenter les territoires pour le partage des bonnes pratiques. Ce qui a permis de faire des liens intéressants avec les cellules de crise qui avaient été mises en place dans chacune des 8 MRC et de concentrer les informations à la même place. Ce site était collaboratif utilisable par tous.

Selon le contexte de la pandémie, la participation citoyenne devrait davantage prendre son sens et avoir toute la place dont l'importance était de maintenir des liens. Comment peut-on prendre soin des personnes citoyennes qui participent aux échanges virtuels ? Comment faciliter l'accès à la technologie ? Cela peut-il être par le prêt d'ordinateur? Poursuivre la réflexion dans ce sens pour aller plus loin et la maintenir, car la participation citoyenne est le cœur d'un enjeu important pour faciliter l'intégration des personnes vulnérables dans nos concertations malgré les défis de la distanciation occasionnée par la pandémie.

Lanaudière : Cette idée de rassembler les informations à partir d'un site Internet avait été mise en considération, mais le manque de temps a fait en sorte de rattacher les informations à partir du site du CISSS. Tout allait tellement vite que le temps nous a manqué pour concevoir une plateforme comme ça.

De plus, chaque semaine, nos coordonnateurs des tables locales en DS faisait une mise à jour des organismes communautaires à savoir s'ils étaient ouverts ou fermés et s'il y avait des modifications de services. En collaboration avec le CISSS, ces informations étaient par la suite acheminées dans les organismes et les municipalités afin d'orienter les gens vers les bons services où se référer.

Le rôle de centralisation des informations a également été réalisé par la démarche régionale de l'Île de Montréal, considérant que l'information arrivait de divers endroits.

Centre-du-Québec : Le groupe tripartite qui travaille en sécurité alimentaire au Centre du Québec ont mis sur place un bulletin a été utilisé comme centraliser l'information sur les leviers financiers. Il a été envoyé aux différents partenaires du CRDS et aux comités locaux en DS pour éviter de se dédoubler en ayant un seul canal de communication pour la SA et non pas pour les autres enjeux. Ce qui a permis que le tout se passe très bien.

RQDS : Dès le début de la première vague, différentes mesures financières et fiscales ont été intégrées sur le site Internet. Nous avons aussi pour objectifs de publier les collaborations « improbables » et les bons coups des diverses concertations et organisations en DS. En Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine, ils ont également intégré des informations sur une page particulière sur leur site Internet comprenant toutes les actualités concernant les MRC et les outils.

LES ORIENTATIONS ET LES PLANS D'ACTION

Question : Êtes-vous encore capable de travailler en fonction des priorités de vos planifications stratégiques? Comment vous situez-vous par rapport à vos plans d'action ?

Laval : La démarche qui existe depuis 2016 a vraiment aidé à la mobilisation, car les liens sont tissés. Quand est arrivé le moment de mettre en place les cellules de crises, la mobilisation a été facilitante et très fluide. Il a été facile de mobiliser d'autres partenaires. Par la PRDS, on arrive à faire les liens. Par contre, tout ce qui est en lien avec la lutte contre la pauvreté qui était davantage par projet, cela a été en arrêt en fonction de la pandémie. Nos projets qui devaient lutter contre la pauvreté ne répondent pas vraiment aux objectifs actuels, plusieurs sont sur la glace. D'autres projets à la lutte à la pauvreté ont été mis sur la place mais pour d'autres enjeux et pour répondre davantage à la crise actuelle, ce qui est plus préoccupant pour répondre à l'ensemble des enjeux.

Lanaudière : La mobilisation des comités locaux en DS dans les territoires existait depuis longtemps, ils sont toujours actifs et présents. La Table des préfets qui a une entente avec la Fondation Chagnon fait que tous les territoires sont à développer des plans d'action sur 3 ans. Il y avait une pause après l'été et la mobilisation est repartie, les comités se rencontrent toujours. Certains sont très actifs et se rencontrent plusieurs fois par semaine pour bâtir ces plans.

Une évaluation des besoins avait été faite avant la pandémie et le constat a été de réaliser que les besoins sont les mêmes. C'est au niveau des stratégies que le changement s'opère, car les façons d'y répondre sont différentes. Donc la mobilisation et le plan d'action sont toujours opérationnels. Les efforts pour y arriver sont grandement mis de l'avant.

Laurentides : Les Tables locales en DS sont plus actives que jamais. Elles sont mobilisées et mobilisatrices, elles regroupent les organismes et permettent d'avoir des réflexions concertées sur les enjeux. Il y a une présence et une mobilisation de ces acteurs assez incroyables. Les enjeux sont les mêmes selon les réalités à l'exception que les besoins sont exacerbés, ils sont plus nombreux. Il est à constater qu'il existe de nouveaux utilisateurs de services.

La pandémie a des impacts au plan social comme pour les travailleurs dans le domaine du tourisme qui ont été fortement affectés, ce qui a fait progresser les nouvelles demandes particulièrement en sécurité alimentaire. Il y a davantage de nouvelles familles dont les pertes d'emploi ont eu des conséquences. Ils avaient un niveau de vie assez élevé et ils se retrouvent sans revenu en précarité financière. Il y a donc une demande de service qui est accrue. Ce qui fait en sorte que les organismes communautaires doivent être capables de fournir les services plus qu'avant et différemment. Ce qui engendre un essoufflement des équipes et il existe une inquiétude pour la santé mentale de ces équipes selon la capacité d'être en mesure de répondre à ces nombreuses demandes sur un moyen ou long terme. Les gens ne sont pas nécessairement tous outillés pour répondre à tous ces besoins.

Quand vous pensez à la sortie de cette crise pandémique et des mesures qui l'accompagnent, qu'est-ce qui vous habite en termes d'opportunités, d'espoir et aussi de craintes et d'actions souhaitées?

Lanaudière : Plusieurs choses m'habitent. Il y a eu plusieurs nouvelles collaborations mais plusieurs fractures sociales marquantes qui ressortent avec la Covid. Les inégalités sociales qui se creusent davantage. A une inquiétude que le gouvernement vise à atteindre rapidement l'équilibre budgétaire ce qui peut avoir un impact important sur les personnes les plus vulnérables de la société car les coupures occasionnées par les mesures d'austérités risquent de les appauvrir en les fragilisant davantage. Espère que l'importance qu'on a donné aux groupes communautaires et aux concertations intersectorielles va demeurer et même être renforcé, qu'on ne sera pas sacrifié au nom de l'économie.

Il y a des personnes très anxieuses qui sont rassurées par le confinement alors que d'autres qui d'ordinaire ne sont pas anxieuses aujourd'hui le sont. LES personnes habituées à aller chercher des services comme des paniers alimentaires continuent de le faire. Par contre, le défi sera de faire connaître les services aux personnes nouvellement en situation de vulnérabilité qui ne les connaissent pas et ne les a jamais utilisés.

Il y a de l'inquiétude à l'égard des jeunes au niveau de la persévérance scolaire pour poursuivre l'école à distance une journée sur deux, ce qui aura sans doute une incidence sur le goût de poursuivre leurs études. Par ailleurs, l'esprit de groupe est souvent ce qui donne le goût d'aller à l'école. Il y aura un défi à faire à ce niveau-là.

Il y aura une adaptation à faire pour réussir à maintenir des contacts humains avec les autres, et même réapprendre à avoir des contacts avec les autres ce qui représente également un défi en DS.

Il est à espérer que l'importance qu'on a accordée à la concertation intersectorielle se poursuivra à partir d'un partenariat renforcé. Il y a un impact majeur de nos concertations sur la Covid. Je suis persuadé que là où il y avait une concertation forte, la réponse aux besoins s'est faite de façon plus efficace, plus rapide et risque de perdurer plus dans le temps. Donc, ces concertations ont un impact direct sur la réponse aux gens et cela est très important, il faut que ça reste et là où il n'y a pas de concertations fortes, il faut qu'il en naisse parce que ça permet de répondre aux besoins des gens même si ce n'est pas directement terrain.

Par contre, ce constat n'est pas le même dans les régions qui ont souffert de manque de ressources et qui sont à se reconstruire comme en Outaouais et dans les Laurentides.

Un des enjeux importants est également celui du logement, car on voit avec le confinement, il y a eu plusieurs séparations de couples, ce qui occasionne un impact sur le taux d'occupation des logements ainsi que le prix qui risquera d'être à la hausse. Il va falloir se pencher sur cet enjeu de façon active. Il y a également les gens qui de plus en plus font du télétravail, il risque d'avoir un exode de la population qui habite à Montréal vers les régions. Dans Lanaudière, les maisons se vendent très vite. C'est un enjeu qui doit se travailler en concertation pour réfléchir au schéma d'aménagement des municipalités. Il sera important de s'assurer de ne pas relocaliser des personnes vivant de la vulnérabilité à de nouvelles habitations où il n'y a pas de transport en commun, ni d'épicerie et autres services essentiels. La concertation intersectorielle sera très importante.

Centre-du-Québec : Espère que cela va permettre une remise en question des valeurs et des priorités, en situation de crise il faut revenir à l'essentiel pour s'assurer d'avoir un habitat, de quoi à manger et pouvoir se faire soigner. Ces gens qui ont malheureusement dû faire appel aux services de banque alimentaire ou autres durant la pandémie, quand ce sera le retour à la normale, auront développé plus d'empathie car il y avait des préjugés à l'égard des personnes vulnérables vivant de la pauvreté. Ces personnes pourront mieux comprendre ce que les personnes vulnérables vivent. Il va falloir redévelopper nos habiletés sociales car il pourra y avoir des craintes quand les gens seront face à face, on s'habitue à être loin. Il est à souhaiter que la vision globale en DS puisse maintenir des collaborations selon un esprit d'ouverture face aux enjeux de collaborations.

Outaouais : Je vois du positif pour notre démarche du fait que cela nous a donné un moment pour prendre notre place et de bien s'ancrer dans notre rôle. Nous avons eu les échos de ce qui avait plus ou moins bien fonctionné dans la première vague, donc ça nous permet de mieux répondre aux besoins des partenaires de notre concertation. Ça nous a permis de réévaluer les chantiers sur lesquels on veut travailler et de quelle façon on veut le faire. Effet positif : camper les prochaines actions de notre concertation.

Bas-St-Laurent : 3 capsules qui ont été réalisées dans le cadre de la pandémie pour briser les préjugés seront présentées d'ici 2 semaines. Anaïs offre la possibilité de les partager. Aussi, nous avons essayé d'avoir une annexe Covid dans le cadre des Alliances pour la solidarité pour pouvoir financer des projets qui émergeaient même s'ils étaient présents avant mais accentués par la pandémie. Nous avons pu décaisser plus rapidement pour ces projets dont les capsules sur les préjugés.

Sinon, ce que je souhaite que cette vision de solidarité, cette vision globale en DS, d'addition des leviers, d'addition des regards envers des enjeux sociaux, j'espère profondément que cela va rester; profiter de l'ouverture de l'ensemble des acteurs d'avoir cette sensibilité envers les enjeux sociaux pour que cela demeure pour la suite et faire des alliés l'ensemble des acteurs que ce soit du secteur communautaire, municipal et autres. Nous avons tous un objectif de bien-être collectif même si nous avons des voies différentes, tout cela peut culminer de façon positive.

RQDS : On constate une division de la société par rapport aux mesures gouvernementales, des gens sont pour et d'autres contre et cela semble prendre une ampleur inquiétante. Ce qui peut se refléter au sein d'une même famille ou des amis dont les perceptions se diffèrent et l'acceptation de participer aux mesures gouvernementales n'est pas partagée par tous. Cette distanciation au niveau des opinions est un des éléments sur lequel on devra travailler. Le taux de pauvreté va augmenter, cela est évident. De plus, les personnes en situation de vulnérabilité se sont amplifiées. Ce qui est un enjeu vraiment important.

En ce qui concerne l'importance d'arrimer et de conserver un regard global sur les enjeux sociaux, le RQDS travaille actuellement sur la mise en place d'une politique nationale sur le DS, ce qui permettra d'arrimer tous les programmes existants et d'avoir une vision globale du DS.

Outaouais : Il y a également une crainte pour les personnes qui ont eu de l'aide financière comme la PCU et qui n'avait pas le droit d'en obtenir par incompréhension des consignes ou autres.

Pour conclure, on a parlé de certaines opportunités, de la reconnaissance de l'importance du DS, des organismes communautaires, des nouvelles alliances qui se sont créées, des craintes de l'augmentation de la vulnérabilité en même temps qu'une austérité qui s'installerait. Est-ce que vous avez commencé à vous donner des espaces sur vos territoires pour réfléchir les possibilités de la sortie de crise? Comment vous vous positionnez ou anticipez les effets de cette crise pour commencer à agir maintenant ?

Lanaudière : Au point de vue de la sortie de crise, pas vraiment. Nous avons nos démarches de DS qui continuent à réfléchir au développement social de la région ou des localités. Nous sommes dans une poursuite des actions sans penser toujours Covid. Nous n'avons pas de plans spécifiques sur une sortie de crise Covid.

Bas-St-Laurent : Une recherche analyse de différents impacts de la pandémie et des mesures sur les personnes en situation de vulnérabilité. Des rencontres ont lieu dans les 8 MRC pour prendre acte des résultats, voir à la lumière de cette recherche, qu'est-ce qu'on peut faire en prévision d'une autre vague, en prévision d'une relance, en mettant en lumière les pistes de solutions pour d'éviter les inégalités sociales qui se creusent au niveau des différents enjeux.

Centre-du-Québec : Je sais qu'il y a au Centre-du-Québec des comités qui travaillent sur la relance mais ce n'est pas moi qui y participe.

AUTRES THÈMES

Advenant une autre fermeture des frontières, ressentez-vous une inquiétude par rapport au retard et au risque de manquer de denrées alimentaires? Et le prix risque-t-il d'augmenter?

Il y a une inquiétude au niveau du prix des denrées alimentaires qui risque d'augmenter et avoir des conséquences sur les personnes vulnérables qui ne mangent pas à leur faim et qui risquent de couper sur leur alimentation. La conservation et la transformation des aliments sont des stratégies gagnantes en évitant la perte de denrées déjà présentes. L'inquiétude au niveau du manque de nourriture au Québec ou dans les régions n'est pas ressentie.

La directrice de Moisson Québec lors d'un reportage, avait mentionné qu'elle produirait des milliers paniers de Noël considérant que les organismes communautaires sont épuisés, les demandes sont en augmentation et il y a un manque d'espace. Ils ont acheté pour des millions de dollars des denrées pour produire les paniers de Noël en vue de les distribuer à la population de Québec. Les achats ont été effectués à l'extérieur et non seulement au plan régional. Ce qui démontre un manque de ressources disponibles.

Il existe un projet dans le Bas-St-Laurent qui vise l'autonomie alimentaire, énergétique et du transport de toutes les municipalités qui s'appelle FAB-Région.

Site web du RQDS :

www.rqds.org

Rapport de l'OVSS : <http://www.operationvss.ca/enjeux-de-transformation/analyse-des-effets-de-la-crise-sociosanitaire-sur-les-territoires-et-les-organisations/>

Pour (re)voir le webinaire, [communiquiez avec nous](#).